

Depuis l'invention de l'imprimerie jusqu'en 1814, dans l'espace d'environ 375 ans, l'ancienne France n'était parvenue à produire par an que 45,675,039 feuilles imprimées. Depuis 1814 jusqu'en 1826; l'accroissement pour douze années est de 98,886,055 feuilles, c'est-à-dire, est devenu plus que double, en douze années, de l'accroissement obtenu pour les *trois cent soixante et quinze* années précédentes.

Afin de rendre cette idée plus sensible encore, il faut dire : en douze années du XIX<sup>e</sup> siècle, au milieu de toutes les prétentions, de tous les efforts rétrogrades, l'imprimerie a multiplié ses travaux autant qu'elle aurait pu le faire en *huit* siècles, dont chacun serait comparable, pour l'activité des efforts de l'esprit humain, aux trois siècles derniers, qu'on surnomme, à juste titre, les trois siècles littéraires de la France.

Si nous représentons par *un* l'accroissement moyen des publications annuelles durant ces trois siècles célèbres, une proportion rigoureuse représentera par *soixante et sept* l'accroissement moyen des publications de la France, durant douze années de libertés constitutionnelles.

Par conséquent, lors même que les zéloteurs des idées rétrogrades auraient, pour nous repousser vers les ténèbres, toute la force que chacun des trois grands siècles littéraires a déployée pour nous attirer vers la lumière, ils ne seraient pourtant,

contre notre force progressive, que dans le rapport mathématique de *un à soixante-sept*..... Lorsque la lutte est à ce point inégale, serait-il prudent à l'ignorance de la tenter, et peut-on penser que ce soit à l'esprit humain de trembler pour son avenir?

Mais on dira peut-être : si l'esprit humain a fait depuis peu des progrès si rapides, ils sont outrés, ils sont factices; ils vont produire, comme toutes les actions forcées, une réaction d'autant plus puissante, ou du moins un long épuisement; et nous allons jouir, pour quelques années, de l'atonie des esprits. Hélas! détrompez-vous. Au contraire, les esprits vont avancer plus vite encore, étudier davantage, savoir plus et mieux savoir, même que depuis douze années. Voyez à quel point la chose est faisable, à quel point elle est nécessaire, et comment elle est inévitable.

En 1825, nous ne parvenions encore à publier par an que 13,767,723 volumes de dix feuilles et demie, valeur moyenne; c'est à peu près un petit volume par individu sachant lire, puisque nous comptons en France douze millions d'individus qui savent lire.

Aujourd'hui, l'accroissement annuel des publications non périodiques est de douze et demi pour cent, et ce rapport va grandir chaque année. Même en le supposant stationnaire, il n'en résulterait pas moins qu'en 1840, c'est-à-dire dans un laps de temps égal à celui qui s'est écoulé depuis la

restauration, le nombre des publications annuelles devrait être de 668,791,518 feuilles, tandis qu'en 1814, il n'était pas égal à 46,000,000 de feuilles.

Si, comme il est naturel de l'espérer, on rend générale la connaissance de la lecture dans le royaume, par cela seul on doublera presque le nombre des publications annuelles, par conséquent, en vingt-six ans, on aura porté le nombre des publications annuelles, de 46,000,000 de feuilles à 1,337,000,000. C'est quelque chose; mais c'est trop peu pour mes espérances.

Si le zèle, si les travaux des amis de l'industrie et de l'instruction obtiennent le succès qu'il est raisonnable d'attendre, et dont je démontrerai la possibilité, la facilité, nos forces productives et commerciales secondant nos forces intellectuelles, au lieu de décupler, nous centuplerons le travail de nos imprimeries. En effet, même à six cent soixante et six millions de feuilles par année, ce n'est encore que vingt feuilles par individu dans une année; c'est pour trois heures de lecture par mois et pour six minutes par jour. Je voudrais une demi-heure par jour, et c'est bien peu; c'est pourtant cinq fois autant qu'aujourd'hui!

Donc, en 1840, si la valeur moyenne du temps employé par les Français à la lecture est de trente minutes par jour, même en supposant qu'ils ne lisent pas plus d'un quart de feuille par jour, le total des feuilles lues, par année, sera de trois milliards.

En supposant qu'il faille, valeur moyenne, pour chaque lecteur, deux heures par feuille, l'accroissement annuel, dont la grandeur et la rapidité nous a surpris, exigera que chaque individu qui sait lire consacre par mois *quatre minutes*, et par semaine *une minute* de plus à la lecture.

Lorsque le progrès général des esprits leur fera consacrer, chaque année, *une minute* de plus par jour, à lire des livres nouveaux, l'accroissement des publications devra devenir *treize cent vingt-deux fois* plus rapide qu'il ne l'était depuis l'origine de l'imprimerie jusqu'à nos jours.

J'ose espérer que nos efforts obtiendront de nos concitoyens qu'ils ajoutent, chaque année, une minute au temps qu'ils réservent pour la lecture. Je leur demande instamment cette minute..... Qu'ils en croient mon assertion, j'ose leur garantir la grandeur des conséquences d'un aussi léger sacrifice.

Après avoir éclairé les amis de la rétrogradation, sur le fol espoir dont ils bercent leur pensée, quand ils supposent que nous n'avons plus d'espace devant nous pour continuer notre marche accélérée, occupons-nous d'un genre de publications que nous n'avons pas encore examiné.

Comparons les résultats de la presse périodique, en 1820 et 1826. Nous pouvons le faire avec précision, d'après les produits du timbre, prélevés sur ce genre de feuilles, en vertu de la loi du 15 mai 1818.

Produit de 1820. . . . . 387,421 fr.  
de 1826. . . . . 351,154

Le nombre des feuilles de journaux, que j'ai calculé pour Paris et les départements, d'après les produits du timbre, est de 28,509,533, pour 1820, et de 26,420,520, pour 1826. Ainsi la publication des journaux a diminué de plus de 2,200,000 feuilles, en six années seulement!...

Si l'on compare ces nombres avec ceux que nous avons déjà donnés pour les ouvrages autres que les journaux, l'on arrive à ces résultats remarquables : *en 1820, pour un million de feuilles publiées sur la religion, les sciences, les lettres et les arts, il y avait 352,313 feuilles de journaux; dès 1826, pour un million de feuilles publiées sur la théologie, les sciences, les lettres et les arts, il n'y avait plus que 182,764 feuilles de journaux.*

*En 1820, les journaux comptaient un abonné sur 338 personnes; dès 1826, les journaux ne comptaient plus qu'un abonné sur 427 personnes.*

Il me semble que ces faits sont de la plus haute importance. Ils démontrent que le journalisme, loin d'envahir la littérature, occupe, dans l'échelle numérique des publications, une place de moins en moins étendue. Le journalisme agit de moins en moins, par la masse de ses publications, sur la masse de la population, tandis que l'effet contraire a lieu pour tous les genres d'ouvrages relatifs

à la religion, aux sciences, aux arts et aux lettres.

Ne discutons pas si l'on doit regarder un changement aussi notable, comme un résultat heureux ou fâcheux : le fait me suffit. Si le journalisme a des inconvénients qui tiennent de sa nature, ces inconvénients sont devenus moins redoutables que jamais. Loin d'envahir les lettres, le journalisme est envahi par la littérature non périodique; il semble donc moins nécessaire que jamais d'en frapper la propriété par des lois d'exception.

Mais pourquoi le nombre des journaux n'a-t-il pas suivi le progrès des autres publications? C'est parce que ce genre de publications est le plus cher de tous; c'est parce qu'il est grévé d'un droit considérable.

Malgré la diminution de 2,089,013 feuilles périodiques, depuis 1820 jusqu'en 1826, on vient de voir quel accroissement remarquable a reçu le nombre des feuilles qui sortent chaque année des presses françaises. Cet accroissement tient à deux causes d'abord, à ce que les individus qui lisent consacrent plus de temps qu'autrefois à profiter de cette connaissance; ensuite, à ce que le nombre des personnes qui savent lire est considérablement augmenté.

Dès 1815, on introduisit une méthode d'enseignement dont les progrès admirables fournirent en cinq ans le moyen d'instruire à la fois cent mille élèves, à moins de frais, en moins de temps et sur plus de sujets utiles, que par la routine ordinaire.

La méthode qui produisait ces avantages était ancienne, et les imprudents qui la remirent en honneur, au lieu de l'appeler *antique*, lui donnèrent un nom *nouveau*...; elle sera long-temps persécutée.

Dans cette lutte, signalons les services rendus par l'industrie à l'instruction de la classe ouvrière. Des manufacturiers audacieux se sont permis de faire montrer vingt-quatre lettres de l'alphabet à leurs apprentifs, dans l'enceinte de leurs usines; ils ont repoussé beaucoup d'agressions extérieures, et n'ont pas fermé leurs bienfaisantes écoles, toutes mutuelles qu'elles sont.

Moins heureux que les manufactures, les arsenaux de la marine ont perdu leurs écoles mutuelles, par le mauvais effet d'influences locales. La guerre a gardé les sciences, languissantes, il est vrai, dans quelques corps, mais florissantes au sein des régiments où les colonels et les lieutenants colonels sentent le prix de l'instruction, pour l'efficacité de la force militaire. Voilà pourquoi ces écoles sont parfaites dans toutes les armées savantes.

Cette instruction militaire est un élément de civilisation, précieux pour les provinces les plus ignorantes, où les soldats congédiés rapportent des connaissances qu'ils n'auraient jamais acquises au fond de leurs hameaux.

Les sous-officiers d'infanterie, et surtout ceux des corps d'élite, de la garde, du génie et de l'ar-

tillerie, formés à l'assiduité, à la régularité, par la discipline militaire, exercés à l'écriture, aux comptes, et souvent à la direction des travaux, quittent pour la plupart le service après avoir fini le temps prescrit par la loi : leur éducation sous les drapeaux leur donne des qualités précieuses dans un grand nombre de professions civiles. Quand ils se marient, tous veulent que leurs enfants sachent lire, écrire et compter, ne fût-ce que pour en faire des sergents, si jamais l'État en fait des soldats. Enfin, quand ils habitent une des *quatorze mille communes qui sont encore privées de maîtres d'école*, ils montrent tout ce qu'ils savent à leurs enfants. Ainsi, par degrés, l'armée peut introduire la civilisation dans quatorze mille communes françaises.

La France a les plus grands efforts à faire pour s'élever, par l'enseignement élémentaire, au simple niveau des peuples que nous regardons comme ignares. Je le dis hardiment : à cet égard, nous sommes au-dessus des Irlandais et des Autrichiens. Cette infériorité se fait remarquer surtout dans le midi, beaucoup moins avancé que le nord du royaume : j'ai présenté des faits qui montrent la conséquence d'une telle inégalité d'instruction; ils ont paru frapper. Cette impression portera des fruits bienfaisants.

A l'époque où l'enseignement élémentaire était favorisé, il a reçu d'admirables accroissements. En 1817, la France ne comptait, dans ses écoles

primaires, que 856,712 élèves; dès 1820, elle en comptait 1,116,777. Ainsi, dans le seul intervalle de trois années, on avait fondé des écoles pour deux cent soixante mille élèves! Bienfait immense, et dont la France doit garder à jamais la mémoire. Depuis 1820, d'une part l'impulsion vive et puissante de toutes les forces productives et commerciales, de l'autre la répulsion des adversaires de tout enseignement primaire, ont lutté, sur les divers points du territoire, avec des succès variés. Néanmoins, dans la très-grande majorité, le nombre total des élèves a plutôt augmenté que diminué.

Je crois pouvoir évaluer à cinq millions et demi le nombre d'élèves formés depuis 1816, dans les écoles primaires.

Sept millions de Français savaient lire il y a quarante ans; douze millions le savent aujourd'hui: vingt-six millions devraient le savoir. Travaillons pour offrir à quatorze millions de nos concitoyens la première et la plus indispensable des connaissances. Il faut faire, en dix ans, plus que nos pères n'ont fait en quarante.

Les écoles secondaires qui donnent l'instruction aux classes intermédiaires ont acquis beaucoup d'élèves depuis 1814; mais l'instruction donnée dans ces établissements, n'a pas cessé d'être insuffisante et sans harmonie avec les besoins du plus grand nombre des professions. Pour y suppléer, on a commencé l'enseignement industriel, dans

les conservatoires de Paris et de Lyon; des particuliers ont créé quelques écoles de commerce et d'industrie; S. M. vient de doter sur la liste civile, une grande ferme-modèle, qui doit être en même temps une école centrale d'agriculture: M<sup>gr</sup>. le Dauphin vient de fonder des prix dans une autre ferme-modèle, à Roville. Les municipalités établissent, à leurs frais, des écoles de géométrie, de mécanique et de chimie appliquées aux arts, et des cours de dessin linéaire. Déjà la marine a créé l'école de maistrance et quarante-cinq cours industriels; la guerre a créé l'école de pyrotechnie militaire; les finances, l'école forestière; l'intérieur, l'école de chant à Toulouse, et l'école des voyageurs naturalistes à Paris. On a fondé, puis laissé périr, l'école des chartes. On a détruit l'école normale qui formait de jeunes professeurs destinés à répandre les lumières dans tous les collèges de France; on cherche à la rétablir sous un autre nom.

Le lecteur peut voir qu'il reste beaucoup à faire, pour rendre tolérable l'instruction primaire, et profitable l'instruction secondaire du royaume. Mais ne soyons pas injustes envers d'autres parties de l'enseignement, et surtout envers ces grandes et savantes écoles qui sont la gloire de la patrie.

Depuis trente-trois ans, l'école polytechnique a répandu sur tous les points de la France, près de quatre mille officiers des travaux publics. Ces officiers ont porté dans les lieux qu'ils sont venus

habiter, l'idée, le goût et l'étude des connaissances exactes appliquées aux besoins de l'état social. Plusieurs d'entre eux sont élevés à de hautes fonctions, et j'aurais peine à trouver l'exemple d'un seul qui n'y protégeât pas les connaissances utiles.

Les officiers, les médecins, les chirurgiens, les vétérinaires et les pharmaciens, revenus des armées, et retirés depuis 1814, ont propagé les connaissances qui leur sont propres, et mis à profit les observations qu'ils avaient faites dans leurs voyages; ils peuplent, pour la plupart, nos petites villes et nos campagnes; ils y servent puissamment la civilisation.

Des effets précieux pour la force productive et pour la force commerciale sont résultés de la quantité prodigieuse de fonctionnaires publics, congédiés ou réformés, depuis 1814. Tous ces hommes d'élite, accoutumés au travail de l'esprit, à l'ordre, à la comptabilité, à l'examen comparé des intérêts publics et particuliers, ont tourné l'activité de leurs pensées vers des travaux d'agriculture, de commerce ou de fabrication. Nouveaux adeptes des arts, ils n'ont pas épousé les préjugés des hommes vieillis dans chaque profession; ils ont, de prime abord, repoussé les mauvaises pratiques, et fait pénétrer les perfectionnements en des localités où la routine avait exercé jusqu'alors son antique et paisible domination. Ainsi, de toutes parts, les lumières ont pénétré dans les lieux qui semblaient les moins préparés à les recevoir.

Des sociétés d'agriculture ont été formées dans les chefs-lieux de départements et d'arrondissements; l'élite des hommes instruits que je viens d'énumérer s'est empressée de prendre place dans ces associations: elles sont devenues, pour les plus habiles propriétaires, un enseignement mutuel agricole. Ces sociétés ont généralement embrassé dans leurs recherches, les diverses branches de l'industrie et des sciences positives, qui sont le flambeau des arts; elles ont proposé des prix souvent très-remarquables, pour l'importance du sujet, et pour la sagesse des jugements dans les concours. Elles n'ont pas encouragé seulement les travaux du cabinet ou du laboratoire; elles ont offert des récompenses aux artistes, aux agriculteurs, aux petits propriétaires, aux simples laboureurs, qui les premiers introduiraient d'utiles méthodes dans leurs professions respectives; souvent même elles ont désigné l'innovation désirable: enfin, elles ont fondé des cours et donné des prix aux élèves. Par ces nombreux services, elles ont fait évanouir pour jamais un ridicule odieux jeté sur les sociétés littéraires de nos provinces, et motivé sur la médiocrité trop fréquente de leurs productions, poétiques et prosaïques.

Depuis quelques années, la plupart des sociétés départementales d'agriculture, des arts et des sciences font paraître, à des époques de plus en plus rapprochées, des mémoires périodiques de plus en plus estimables.